Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 13 *New York : Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10*

30 mars - 6 mai 2022

EN HAÏTI, MANIFESTATIONS CONTRE L'INSÉCURITÉ ET LA VIE CHÈRE

Un avion incendié aux Cayes...

Les écoles presque vides à P-au-P ...

Le mot d'ordre du mouvement largement suivi dans les provinces...

Par Léo Joseph

On dirait que le peuple haïtien avait soif d'afficher son mécontentement à l'égard des dirigeants du pays, aussi a-t-il largement observé le mot de marche lancé par plus d'une quarantaine d'organisations sociopolitique À la ville des Cayes, la troisième juridiction politique d'Haïti, la marche s'est déroulée sur fond de tentative de violence sur un avion qui était posé à l'aéroport Antoine Simon.

À l'initiative du Collectif 4 décembre, profitant de la date commémorative de la Constitution de 1987, a été lancé le projet de cette manifestation. En attendant que soit

Après avoir poussé l'avion jusque dans la rue, les manifestants y ont mis le feu le brûlant complètement.

Suite en page 2

LA POPULATION HAÏTIENNE SOUS LA MENACE DE LA COVID-19

Moins de 2 % des citoyens ont été vaccinés

Par Léo Joseph

Si la pandémie de la COVID-19 n'a pas, jusqu'ici, fait de grands dégâts au sein de la population haïtienne, comme cela se produit ailleurs, dans les Amériques ou dans la Caraïbe, les autorités du pays ne peuvent pas se féliciter. Comme dans tous les domaines, elles l'ont abandonnée à elle-même pour qu'elle se débrouille comme elle peut. En ce sens, c'est René Préval qui a inventé la boutade pour décrire la situation du peuple : « *Naje pou w soti* ». Les dirigeants haïtiens s'en remettent toujours à la communauté internationale pour se substituer à eux, heureux d'esquiver leurs responsabilités par rapport à la communauté haïtienne.

Dans le cadre de sa prise en charge du peuple haïtien, l'organisme mondiale, par le truchement de son Programme des Nations pour le développement (PNUD), a annoncé que seulement 2 % de la population haïtienne ont été vaccinées contre la pandémie du coronavirus. C'est ce que contient un rapport qui a été diffusé cette semaine, précisément lundi (28 mars).

Pays faisant partie du peloton des États pauvres, Haïti se trouve dans la catégorie de ceux considérés dans l'incapacité de financer les soins de santé pour sa population. Ce dernier rapport précise qu'une faible minorité de personnes, dans les « *pays en voie de développement* », catégorie dont fait partie Haïti, ont pu recevoir un faible pourcentage de vaccins.

Suite en page 3

NOUVELLE STRATÉGIE DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ GÉNÉRALISÉE

Pétition au Premier ministre de facto : Des centaines de signatures

Ariel Henry au pied du mur et au bout de ses atouts...

Le Premier ministre de facto Ariel Henry est-il au bout de son rouleau ?

Michel Martelly, croit-il le moment venu de rompre avec Ariel Henry ?

Par Léo Joseph

Jugeant intolérable la descente aux enfers du pays, à tous les points de vue, mais surtout en raison de l'insécurité générale battant son plein, à l'échelle nationale, des centaines de citoyens et d'organisations sociaux-politique ont adressé une lettre ouverte au Premier ministre de facto. Bien que les propositions faites dans le document constituent un projet susceptible de mener tout

Suite en page 5

HAPPENINGS!

Momentous days in Haiti, as the people cry out *"Nou bouke!"*

By Raymond A. Joseph

The current situation in Haiti is reminiscent of the days leading to February 7, 1986, when the Haitian people, in a nationwide movement, brought down the Duvalier dictatorship, ending nearly three decades of a regime that caused death and desolation in the land, making Haiti into a vast open cemetery, and resulting in a constant flow of refugees, as the country lost the best of its professionals and intellectuals during the era of Tontons-Macoute thugs.

On the 35th anniversary of the 1987 post-Duvalier Constitution that indicated a break with actions and policies of that murderous regime, a mammoth demonstration in Port-au-Prince was only the continuation of a mass movement against the current state of affairs, which started last Sunday, March 27, in Cayes, of all places. At the urging of leaders of a broad cross section of civil society movement, thousands took to the streets of the capital of the Southern department, crying out ***"Nou bouke!"*** **(We're tired.)** Based on early reporting, yesterday, there were about 5,000 people in the streets of the capital and surrounding suburbs denouncing the partnership between the government and the gangs have caused the catastrophe that Haiti has become.

Back to what happened in Cayes on Sunday. It was indicative of a break with the apparent apathy in the face of violent gangs throughout the land. Of Haiti's 10 mini states, the Southern one with its capital of Cayes

Continued on page 7

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 2

EN HAÏTI, MANIFESTATIONS CONTRE L'INSÉCURITÉ ET LA VIE CHÈRE

Un avion incendié aux Cayes...

Les écoles presque vides à P-au-P ...

Le mot d'ordre du mouvement largement suivi dans les provinces...

Suite de la page 1

it connu le bilan de cette mobilisation, pratiquement nationale, les événements survenus, dans la métropole du Sud, plus tôt dans la matinée, étaient marqués, dans un premier temps, par des manifestants cherchant à envahir l'aérodrome de cette ville, mais tenus en respect par la Police. Dans un second temps, les protestataires avaient fini par pénétrer le périmètre de cette installation.

Si les photos disponibles des manifestants perchés sur un avion qu'il saccageaient, piétinaient et sur lequel ils dansaient joyeusement, il n'a pas été possible s'ils avaient pu atteindre l'intérieur de l'appareil et faire des dégâts.

Ronald Richemond, commissaire du gouvernement des Cayes, n'est pas étranger aux scandales.

La descente des manifestants des Cayes, sur l'aéroport Antoine Simon, traduit le ras-le-bol des Cayens à l'égard des lignes aériennes locales, qu'ils accusent de gruger les citoyens de cette ville sous forme de « *majoration* » du prix du billet de voyage, les propriétaires de ces compagnies exigeant un montant similaire du coût d'un billet Port-Prince-Miami.

Des informations recueillies sur place ont précisé que les policiers avaient, d'abord, tenté d'empêcher les manifestants à envahir l'aéroport provoquant un affrontement avec eux, au cours desquels, au moins une personne a été tuée et plusieurs autres blessées.

Les forces de l'ordre ont fait usage de tirs et de grenades lacrymogènes essuyant, en retour, des jets de pierre, sans arriver à éloigner la population en colère de l'aéroport. Finalement, les protestataires avaient fini par pénétrer jusqu'au petit avion, qui se trouvait sur le tarmac, et qui était venu apporter de l'aide humanitaire à l'intention des sinistrés du tremblement de terre du 14 août 2021.

Dans la foulée les manifestants, majoritairement des jeunes hommes, ont mis le feu à l'appareil, qui a été complètement consumé.

Réagissant à cet événement, le Premier ministre de facto a émis un tweet dans lequel il a exprimé son mécontentement de la destruction de cet avion, ajoutant qu'il a passé des instructions pour que soit lancée une enquête. Il dit s'attendre que les auteurs de ce crime soient identifiés et reçoivent la punition qu'ils méritent.

Suite à la lecture de ce tweet des observateurs ont relevé le fait que Ariel Henry s'apitoie sur le sort qu'a connu cet avion et la perte encourue par la ligne aérienne plutôt que d'adresser un mot de sympathie à l'endroit de la famille de la victime qu'a faite les policiers. Cette attitude n'a pas l'air de plaire à la population des Cayes, de toute évidence en colore contre Ariel Henry et son gouvernement. Car ces derniers font la sourde oreille à leurs revendications relatives au calvaire de la population cayenne, eu égard au problème de transport. Nonobstant ses demandes réitérées pour que le régime en place mette les bandits de Martissant hors d'état d'empêcher la libre circulation automobile sur la Route Nationale numéro 2, les dirigeant n'ont jamais levé le petit doigt. Également, les maintes interventions des Cayens, y compris les manifestations qu'ils ont orchestrées, afin de porter les dirigeants à contrôler les tarifs sur le coût des billets d'avion Port-au-Prince-Cayes, les citoyens des Cayes continuent de prêcher dans le désert.

Un des manifestants prend la parole au nom de ses compagnons, avant d'incendier l'avion dans la rue, en dehors de l'aéroport.

La ville des Cayes a été en

Suite en page 12

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 3

LA POPULATION HAÏTIENNE SOUS LA MENACE DE LA COVID-19

Moins de 2 % des citoyens ont été vaccinés

Suite de la page 1

Le même rapport remet en évidence la disparité socio-économique qui caractérise les populations mondiales, en termes de pays pauvres face aux pays riches. En ce sens, explique le rapport, alors que, dans les pays dits aisés, 60,18 % des populations ont reçu, au moins une dose, dans l'autre, le pourcentage est de l'ordre d'un peu plus de 3 %. Quand ces statistiques accusent une tendance à la hausse, dans les pays à revenu élevé, celles des pays pauvres sont dépassées de manière spectaculaire. La disponibilité des vaccins reste proportionnelle à la distribution des ressources dans les États à bas revenu, comparés à ceux se trouvant dans la catégorie des pays pauvres. Autrement dit, inégalité dans la distribution de la richesse, la même tendance se retrouve dans celle des vaccins à l'échelle mondiale.

Rappelant que l'ONU, par le truchement de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avait fixé un objectif mondial de personnes vaccinées à 70 % de la population de la planète, à mi-chemin de l'année 2022, les résultats sont nettement décevants. La nouvelle évaluation faite six mois plus tard, ont permis de faire le constat suivant : « *Six mois plus tard, le monde est loin d'atteindre cet objectif. Le nombre total de vaccins administrés a augmenté de façon spectaculaire, mais l'inégalité de la distribution aussi : sur les 10,7 milliards de doses distribuées dans le monde, seulement 1 % ont été administrées dans des pays à faible revenue*».

Les données fournies par le PNUD permettent de conclure que, dans le monde des nations dites à bas revenus, il reste encore 2,8 de candidats au premier vaccin, qui ne savent pas à quel moment viendra leur tour de se faire administrer, au moins une dose.

Plus loin dans le rapport, l'agence de l'ONU précise : «*Non seulement cette situation risque de prolonger la pandémie, mais le manque d'équité a de nombreux autres impacts, ralentissant la reprise économique de pays entiers, les marchés mondiaux du travail, les paiements de la dette publique et la capacité des pays à investir dans d'autres priorités* ».

Une autre remarque intéressante du PNUD : « *Les études montrent que si les pays à faible revenu avaient le même taux de vaccination que les pays à revenu élevé, en septembre de l'année dernière (environ 54 %), ils auraient augmenté leur BIP (Produit intérieur brut) de 16,37 milliards de dollars en 2021* ».

Les responsables haïtiens affichent une indifférence coupable à l'égard de la majorité des citoyens, celles des couches défavorisées, affichant très peu d'intérêt à prendre en charge les personnes de cette catégorie en butte à la pandémie. Alors que dans la grande majorité des autres pays placés dans ceux à faibles revenus, les leaders font d'énormes efforts pour satisfaire aux besoins de leurs citoyens en termes de soins de santé.

Il semble que les dirigeants haïtiens, abordant le dossier de la pandémie avec une certaine nonchalance, surtout à l'égard des personnes issues des couches défavorisées, ou évoluant dans régions éloignées des centres urbains, encouragent ceux qui n'ont pas, directement et immédiatement, accès aux soins médicaux, d'avoir recours aux traitements naturels, dont les « *guérisseurs* » basés dans les sections rurales, identifient et connaissent les vertus découvertes dans les feuilles, les écorces et les racines.

D'aucuns disent que, en raison de la négligence des autorités haïtiennes, à l'égard des résidents vivant loin des milieux urbains, les paysans dépendent de plus en plus des « *doktè fèy* » (guérisseurs de campagne).

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 4

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Pour désamorcer les hostilités en Ukraine

Enfin, une lueur d'espoir quant à la guerre déclarée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine, qui a vaillamment résisté aux envahisseurs russes ayant commencé leur campagne à sens unique depuis le 24 février dernier.

Lors des pourparlers face-à-face, hier, mardi 29 mars, entre les négociateurs des deux pays, à Istanbul, en Turquie, le représentant du leader russe a annoncé une cessation des attaques contre Kiev, la capitale de l'Ukraine, ainsi que contre Chernihiv, une ville au nord du pays. De son côté, le vis-à-vis ukrainien a laissé entendre que son pays donne des garanties qu'il gardera la « *neutralité* » et ne compte pas s'allier à l'OTAN, quand bien même il aurait des relations avec des pays lui garantissant une protection internationale.

S'agissant de pays pouvant garantir une protection internationale à l'Ukraine, mention est faite d'Israël ainsi que des pays membres de l'OTAN, tels le Canada, la Pologne et la Turquie. Cette proposition entraîne des consultations, au cours des 15 prochaines années, concernant l'annexation de la Crimée, une région annexée par la Russie, qui faisait partie de l'Ukraine, depuis le mois de février 2014. Une façon de dire à Vladimir Poutine qu'on n'est pas dupe de ce dont il est capable ni oublieux du dossier de la Crimée.

Revenant à la situation actuelle, on soulignera que le leader russe avait décidé de recourir à la force contre son voisin, parce que les Ukrainiens étaient en pourparlers avec le bloc occidental, dans le cadre des négociations, en vue de son adhésion à cette association, dont la création date de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dont le but consistait à circonscrire l'influence de l'ancienne Union soviétique. N'ayant pas pu assujettir les Ukrainiens par la force, car il était question d'une opération de 48 à 72 heures, Vladimir Poutine a opté pour des négociations, surtout que son pays est, de plus en plus isolé par les sanctions internationales qui ont fortement déséquilibré l'économie russe, en l'espace d'un seul mois. Aussi s'est-il offerte une porte de sortie, plus ou moins honorable, tandis que les Ukrainiens, dont au moins un quart de la population de plus de 40 millions d'habitants devient des réfugiés, avec plus de quatre millions hors frontières, se sentent fortement soulagés.

En tout cas, pour le moment, on ne parle plus d'une Troisième Guerre mondiale. Mais quid des menaces proférées à l'encontre du leader russe, par le président américain Joseph « Joe » Biden, lors de son voyage en Europe, surtout durant son escale en Pologne, vendredi et samedi derniers (25 et 26 mars), quand il avait taxé Poutine de « *boucher* ». De plus, il devait dire, qu'« *il ne saurait occuper la fonction qu'il détient* » en tant que leader de la Russie. Auparavant, il avait aussi déclaré Poutine un « *criminel de guerre* », en raison de ses attaques contre des agglomérations civiles, en Ukraine. On aura beaucoup à débattre, dans les prochains jours, sur la « *guerre de Vladimir Poutine* » en Ukraine, qu'il préfère appeler un « *conflit* ».

D'autre part, le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, ont pris leurs distances, par rapport à Joe Biden. Le quotidien *Le Monde,* dans son édition du lundi 28 mars, a fait état des propos de l'un et de l'autre, soulignant leur critique du chef d'État américain. C'est dimanche que le président Macron, faisant allusion aux déclarations de Joe Biden, a lancé une mise en garde contre « *l'escalade des mots et des actions. . . . Il faut d'abord être factuel et tout faire pour éviter que la situation ne dérape* ».

Vu que la Maison-Blanche a minimisé les déclarations de Joe Biden, notamment, l'effacement de Vladimir Poutine, le chancelier allemand, lui aussi, s'est prononcé, dimanche soir, sur la chaîne publique ARD, en ces termes : « *Ce n'est pas l'objectif de l'OTAN, ni celui du président américain. . . . La démocratie, la liberté et le droit ont un avenir partout. Mais c'est aux nations et aux peuples de se battre pour ce droit* ». Sans le dire ouvertement, le chancelier Scholz exhorte le président Biden, lui rappelant que c'est au peuple russe de se prononcer sur son leader, pas à quelqu'un d'autre, puissant soit-il.

Alors, que les négociations continuent et que les bombardements se taisent pour le plus grand bien de tous, car la souffrance que cause cette guerre affecte, non seulement le peuple ukrainien, première victime, mais aussi la société russe

Le président français Emmanuel Macron, mieux vaut mesurer ses paroles.

qui a accueilli des milliers de ses soldats morts, y compris des généraux. De plus, les sanctions contre la Russie ont aussi des effets négatifs au niveau mondial, tel l'inflation galopante dont un exemple frappant est le prix à la pompe du carburant, la Russie jouant un rôle prépondérant dans le domaine de l'énergie.

***Les Émirats arabes ne viendront pas à la rescousse de l'Occident**

Réagissant aux pressions des pays occidentaux pour que l'OPEPP (sigle de l'Organisation des pays exportateurs de produits pétroliers) augmente sa production du brut, afin de pallier au manque à gagner suscité sur le marché international, suite aux sanctions contre la Russie ayant eu des répercussions néfastes dans ce secteur au niveau mondial, le porte-parole des Émirats arabes a déclaré, lundi, 28 mars, que les Occidentaux devaient être « *raisonnables* » dans leur demande.

Dans une dépêche diffusée, lundi, l'Agence France Presse (AFP) a cité le ministre émirati de l'Énergie, Suhail al-Mazrouei, disant que l'OPEPP, dont la Russie est membre, « *est là pour rester* ». Façon de dire que les membres de cette organisation ne vont pas se désolidariser d'un membre aussi important que la Russie. Aussi a-t-il déclaré : « *À moins que quelqu'un soit disposé à fournir 10 millions de barils par jour, on ne peut pas remplacer les Russes* ».

À souligner que l'Arabie saoudite dirige l'OPEPP, comprenant les pays du Golfe persique producteurs et exportateurs du brut. Mais 10 autres pays membres de cette organisation sont des alliés de la Russie.

Alors, le ministre émirati a-t-il appelé à trouver une issue « *diplomatique* » au conflit d'Asie, dont les répercussions sont innombrables et touchent quasiment tout le monde. Car la guerre en Ukraine, dit-il, aura un impact, non seulement sur l'énergie, mais sur le prix de toutes les matières premières.

Alors, on comprend pourquoi les mamours que le président Biden fait à Nicolas Maduro, du Venezuela, membre de l'OPEP, n'auront pas les effets escomptés. Cette situation pourrait bien expliquer la présence mystérieuse d'un vaisseau flottant pavillon américain, au large des côtes sud d'Haïti, deux semaines plus tôt à qui aurait été attribué la tâche de faire des prospections dans ces eaux, histoire de déterminer, sans doute, s'il est opportun d'entamer les démarches en vue de la commercialisation du pétrole haïtien. Car il est généralement admis qu'Haïti est riche en or noir. Faut-il dire qu'il a fallu une guerre en Ukraine, décrétée par Vladimir Poutine, pour qu'Haïti puisse de ses propres richesses ? Heureux ceux qui font une heureuse attente !

***Des milliers de manifestants dans les rues de Port-au-Prince contre l'insécurité, le kidnapping et la vie chère**

Le peuple a répondu présent lors de la manifestation nationale, hier, mardi, 29 mars, pour protester contre l'insécurité, le kidnapping et la vie chère. C'était émouvant, disent des observateurs qui ont accompagné les manifestants appelés à marquer le 35e anniversaire de la Constitution de 1987 avec une rare éloquence, dénonçant les autorités qui ont piétiné la charte fondamentale de la nation en s'alliant aux gangs armés qui sèment l'angoisse et la mort, n'épargnant aucune classe. (Voir les éditoriaux aux pages 10 et 11).

Les citoyens de toutes catégories n'ont pas été effrayés par une propagande, sans doute commanditée par les autorités, que les gangs seraient aussi dans les rues, le 29 mars. S'ils étaient dans les rues, ils se sont déguisés en gens de bien, ayant déposé leurs armes à la vue de l'immense foule qui était descendue dans les rues, sachant qu'ils n'auraient pas suffisamment de munitions et qu'ils seraient, finalement, les victimes.

En tout cas, si on doutait de la détermination de la population disant bien fort « *Nou Bouke* », et qu'ils sont prêts de passer de la parole aux actes, le déferlement dans les rues de Port-au-Prince de cette marée humaine apporte un nouvel éclairage aye la campagne contre l'insécurité, qui a commencé depuis dimanche dernier, Aux Cayes. (Voir la colonne créole *Grenn Pwonmennen* à la page 6).

Dorénavant, on passe à une autre étape où les autorités auront à choisir de se ranger du côté du peuple, dans cette guerre contre les gangs armés semant la terreur, ou se voir emporter au même moment qu'eux par tout un peuple en furie. Car, de manifestation pacifique comme celle d'hier, il n'y a aucune garantie que les autres qui s'annoncent seront de la même nature facture, si rien n'est fait pour donner satisfaction au peuple haïtien.

Pierre Quiroule II
30 mars 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 5

NOUVELLE STRATÉGIE DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ GÉNÉRALISÉE

Pétition au Premier ministre de facto : Des centaines de signatures

Ariel Henry au pied du mur et au bout de ses atouts…

Suite de la page 1

droit à la mise hors-jeu des criminels faisant la pluie et le beau temps, dans le pays, il y a peu de chance que ce dernier soit en mesure de les mettre en pratique. L'illégitimité qui caractérise sa présence, à la primature, milite contre lui rendant possible sa destitution, plus tôt qu'il l'aurait souhaité.

En effet, la « *Pétition* », qui porte déjà plus de 600 signatures récoltées, tant au pays qu'à l'étranger, en attendant que s'ajoutent de nouvelles adhésions, au fil des jours, exprime avec éloquence le mécontentement du peuple haïtien vis-à-vis de la gestion calamiteuse et criminelle du pays, par Ariel Henry et son équipe. D'entrée de jeu, elle met en évidence l'objectif des signataires : « *(...) nous vous signifions une fois de plus le profond désarroi de toutes les couches sociales de la vie nationale par rapport à la dégradation accélérée de la situation sécuritaire en Haïti. Nous protestons énergiquement contre la prise en otage de toute la population par des organisations criminelles, et l'inaction voire la tolérance des Autorités qui faillissent à leur obligation première d'assurer la sécurité des citoyens*».

Dans ce document, sont énumérés les causes de la répudiation du neurochirurgien, à la tête de l'Exécutif, par la grande majorité des citoyens. On y lit donc : «*Les cas de meurtres, d'enlèvements contre rançon, de viols, de vols à main armée et de pillages organisés ne se comptent plus. Les entreprises ferment leurs portes, les familles vivent avec la gorge serrée, chacun attendant dans la terreur à qui le tour. La Police Nationale, par manque de visibilité de son action et de soutien de la part des autorités politiques, renvoie l'image d'une Institution affaiblie et à l'effectif insuffisant. Cette situation fait paraître la Police comme complice et infiltrée par les gangs. Quoique déclarant vouloir tout mettre en œuvre pour protéger et servir la population, elle manque de moyens adéquats* ».

La campagne de Youri Latortue pour combattre l'insécurité justifiée par la Pétition

La bonne recette pour lutter contre l'insécurité constituant le point central des revendications et des recommandations exprimées dans la Pétition justifie la campagne menée à travers les différents départements du pays, par l'ex-sénateur Youri Latortue, faisant la promotion de la stratégie qu'il a développée, en vue d'annuler définitivement les armées des gangs et de mettre fin à l'insécurité, a été superbement ignorée par M. Henry, n'affichant le moindre intérêt à mener des discussions autour d'un tel projet. Face aux démarches du leader d'Ayiti Ann Aksyon (AAA), celui-là s'est comporté comme si le pays n'était pas en proie à l'insécurité, prétextant qu'il ne disposait pas des fonds nécessaires pour financer le coût de la campagne contre l'insécurité conçue par M. Latortue. Pourtant Ariel Henry et son équipe n'hésitent pas à payer les factures pour des dépenses jugées peu utiles aux intérêts d'Haïti, comme les voyages effectués récemment avec le Premier ministre de facto à la tête d'une délégation, à une réunion du CARICOM; suivi immédiatement après d'un autre au Chili où il devait assister à l'investiture du nouveau président. Cette dernière semaine encore, le ministre des Affaires étrangères s'est rendu à Dubaï, en compagnie d'autres ministres et d'une délégation de fonctionnaires et d'hommes d'affaires, pour assister à l'Exposition internationale 2021-2022 de cette ville des Émirats arabes. Observant l'opacité, dans la gestion des affaires publiques, le gouvernement Henry n'a pas rendu public le coût de ces déplacements auquel s'ajoute le per diem pour chacun des voyageurs. Il y a d'autres secteurs de l'administration publique où des fonds peuvent être économisés.

Le budget destiné à la présidence ayant été modifié, depuis l'assassinat de Jovenel Moïse, depuis la première semaine du mois de juillet, cette somme aurait pu être crédité au secteur sécurité. De toute manière, un gouvernement soucieux de ses priorités doit savoir que la sûreté du pays passe avant tout. Car aucune institution nationale ne peut fonctionner dans une atmosphère d'insécurité. Les citoyens ne peuvent vaquer à leurs

Ambassadeur Daniel Foote, toujours présent dans la crise haïtienne.

activités dans la paix, la sérénité et sans aucune peur. Il en est de même pour les entreprises, en particulier et l'industrie en général.

Pour toutes ces raisons, la Pétition des citoyens fait de l'insécurité le fléau numéro 1 à combattre avec les quinze dispositions qui qui suivent.

« *1. Décréter l'État d'urgence ;*

« *2. Déclarer la guerre aux gangs armés qui sèment le deuil et la désolation dans la population ;*

« *3. Sévir contre la fraude au niveau des douanes pour éviter le détournement des revenus et imposer des mesures de contrôle pour éliminer le trafic d'armes et de munitions ;*

« *4. Classer les gangs armés dans la catégorie des organisations terroristes ;*

« *5. Équiper adéquatement en toute priorité les Forces Armées d'Haïti et la Police Nationale y compris la Police Scientifique ;*

« *6. Recruter des experts pour encadrer la PNH dans ses efforts pour traquer et mettre hors d'état de nuire tous les bandits ;*

« *7. Isoler les groupes criminels et les assiéger dans leur retranchement ;*

« *8. Identifier publiquement et poursuivre toutes les personnes et entités qui financent et alimentent ces gangs en armes et munitions ;*

« *9. Adopter un décret ordonnant le gel immédiat et la confiscation des avoirs de toutes les personnes et entités qui financent et alimentent ces gangs en armes et munitions ;*

« *10. Exiger des compagnies téléphoniques l'identification obligatoire pour tout numéro de portable en fonction sur le territoire et déconnecter dans un délai raisonnable tout numéro de téléphone non identifié ;*

« *11. Annuler et dans un bref délai, rapporter systématiquement toutes les anciennes plaques IT ou SE ou LOCATION en circulation. Ces plaques sont utilisées par les gangs. Contrôler strictement les nouvelles émissions de plaques ;*

« *Dans une deuxième phase :*

« *12. Vérifier les dossiers de tous les policiers (vetting), incluant les investigations pour les cas d'enrichissement illicite ou de blanchiment ;*

« *13. Modifier les uniformes de toutes les unités de la Police ;*

« *14. Identifier clairement les véhicules affectés au service de l'État par rapport aux institutions auxquelles ils appartiennent ;*

« *15. Occuper les territoires reconquis en y assurant une présence socio-politique et administrative effective de l'État à tous les niveaux* ».

Sombrant dans une situation inextricable, Aryel Henry est condamné à l'échec

Le Premier ministre de facto ne peut amorcer les actions suggérées dans cette Pétition. Il ne peut se libérer des handicaps politiques qui l'ont enfoncé dans le bourbier où il se trouve. Il ne peut se débarrasser des problèmes inhérents aux conditions qui l'ont propulsé à la primature. Ce qui le rend prisonnier des programmes PHTKistes, donc le faisant épouser toutes les politiques qui confortent les options de Jovenel Moïse, au pouvoir, bénéficiant de l'appui du CORE Group et de Washington. Des entités qui n'ont rien contribué à résoudre les problèmes économiques auxquels était confronté le président défunt de facto, dont a hérité d'Ariel Henry, n'ont rien fait pour voler au secours de ce dernier. Voilà le Premier ministre de facto ainsi rendu extrêmement vulnérable, face à ses détracteurs. Présentement, quasiment tout le pays se mobilise contre lui. Par exemple, la mobilisation lancée contre l'insécurité et la vie chère constitue, sans conteste, une levée de boucliers contre lui. Cela arrive au moment où des voix autorisées, à l'étranger, le dénoncent intensément.

En effet, au moins huit députés des États-Unis, le jugeant inapte à diriger Haïti, en appellent au chef d'État américain de lui retirer son appui. Les mêmes critiques ont été formulées, encore une fois, impétueusement, par l'ex-envoyé spécial américain en Haïti Daniel Foote. Celui soutient qu'après huit mois, aux commandes du pays, Dr Henry n'a pu démontrer les compétences nécessaires pour bien diriger les affaires de la République. Selon lui, la recherche de l'accord visant à la mise en place d'un gouvernement intérimaire de rupture passe par l'Accord de Montana regroupant, à son avis, des secteurs représentatifs de la société haïtienne.

M. Foote, un diplomate de carrière, choisi comme envoyé spécial, après l'assassinat du Jovenel Moïse, et au moment où le tour de service de Michele Sison, l'ambassadeur des États-Unis, en Haïti, touchait à sa fin, avait mis en œuvre ses talents de diplomate consommé, dans les négociations qu'il menait avec les différents représentants de la société haïtienne. Totalement aux écoutes des actes politiques du pays, ayant posé comme condition de son engagement, son ouverture d'esprit et l'approche nouvelle qu'il annonçait, à savoir l'idée d'une solution exclusivement haïtienne à la résolution d'une crise multidimensionnelle ayant trop duré, lui avait permis d'avoir la confiance de la classe politique haïtienne. Celle-ci lui parlait à cœur ouvert au point qu'il avait acquis la perspicacité dans le traitement de la crise haïtienne qui faisait défaut à d'autres avant lui. Autant dire, les jugements qu'il porte par rapport à

Suite en page 14

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Y ap prepare pou chanje sa san okenn chanjman !

Depi kesyon Ayiti a vin atire gwo atansyon nan Wachintonn, mesye bò lakay yo ap fè mouvman pou wè si yo ka kontinye nan menm penpenp la, san anyen pa vrèman chanje.

Asireman nou konnen sa m vle di lè m ap pale de sitiyasyon lakay ki atire atansyon Wachintonn, paske semèn pase a nou te fè gwo rale nan jounal la sou kijan palmantè ameriken mande pou gen chanjman ann Ayiti. Se sèl fason pou peyi Ayiti kontinye resevwa èd peyi Etazini. Bagay la tèlman enpòtan, gen youn lwa ki pase pou anpeche gouvènman ameriken an bay Ariel Henry (Aryèl Anri) menm 5 kòb, apati 31 mas, kivedi demen menm. Paske lwa a pral kòmanse aplike depi 31 mas rive jouk 31 desanm lane sa a.

Wi, selon lwa pou bidjè Leta bò isit pou peryòd sa a, sa yo rele « *Lwa Omnibus* » la, ke prezidan Joseph « Joe » Biden te siyen, le 15 mas, sa ekri byen klè kijan pou Ayiti jwenn nan lajan ki mete nan Lwa a pou li. Se sèlman youn gouvènman ki soti nan bonjan eleksyon, avèk youn nouvo prezidan ak Lachanm ki ka resevwa èd. Si panko gen gouvènman eli, se sèl youn gouvènman tranzisyon, *« lajman laj* » ki ka resevwa kòb Etazini gen pou bay Ayiti a. E mesyedam Ayiti yo konte anpil sou lajan sa a pou yo opere. Vwala ke vàn lajan an koupe pou gouvènman de fakto a. Kisa yo ka fè pou twonpe Wachintonn, swadizan ke gen chanjman ki fèt, alò lajan an ka debloke.

Se konsa, nan madi 22 mas la, — men y ap vini ak chif 22 Divalye a sou nou—–, nou te wè youn twit Frantz Exantus sou *WhatsApp* ki te di bagay yo jan m ap bay li a, pou pèsonn pa di se mwen k ap fè koze pa m. Men ni : « *Une réunion politique se déroule en la résidence de l'ex Pdt M. Martelly à péguy ville. Bcp de véhicules appartenant au Crps diplomatique et 1nombre imposant de policiers snt remarqués ds la cour d'la maison. La presse n'y est pas invitée selon les policiers sur place* ». Mwen pa ni wete ni mete jan l te parèt la. Sa te soti sou entènè la egzakteman a « *12:29 PM* ».

Epi nan dat 24 mas, kivedi 2 jou pita, nou wè youn lòt twit toujou sou *WhatsApp* ki vin ak youn nouvèl ki gen relasyon ak reyinyon an. Fwa sa a se *Djovany Michel* ki mete l deyò. Ankò, m ap bay li jan l parèt la pou pèsonn pa di se mwen menm k ap mete diplis pase sa k genyen. Men ni : « *FLASH — Pour remplacer le PM A. HENRY, l'ex-P. MARTELLY et son clan constitué d'une frange du secteur privé et une partie de l'ancienne opposition viennent de proposer Mr BOIVERT (actuel Ministre des Finances) ou Mr MANIGAT (Ministre de l'Edu. Nle) à la communauté internationale* », Se a *« 8:29 PM »* enfòmasyon sa a te pibliye.

Epi pou bay sa plis fòs toujou, nou wè foto tèt Martelly, chemiz blan l ak kravat li byen anfòm. Nan fòma pi piti, se foto minis Michel Patrick Boisvert ak minis Nesmy Manigat ki parèt bò kote pa prezidan ki di li se « *bandi legal* » la. Alò, jan nou wè l la, mezanmi, pèsonn pa ka di se mwen ki fè koze a. Mwen bay sous mwen, avèk lè, mwen ekri bagay yo avèk lèt ki manke, men san nou pa rate sans la.

Kisa nou di nan sa ? M ap bann n tan pou n reflechi sou kesyon an. Men gen youn zanmi ki t ap pale ak mwen sou sa epi li di m : « *Atò, Mateli gen tout enfliyans sa a toujou, pou l ap konvoke Kò diplomatik lakay li nan Pegivil ? Li gen dwa pou*

Michèl Patrik Bwavè, minis Finans, youn nan 2 chwa Aryèl Anri pou Premye minis.

mande youn lame polisye antoure bò lakay li pou bay sekirite pandan reyinyon byen enpòtan ap fèt ak 'CORE Group' pou deside lavni peyi Dayiti! »

Mwen reponn msye: « *Jan yo di pawòl la, lajan fè chen danse. Men vrèman se mounn ki konn danse pi byen ki toujou devan lajan. Mateli, antan ke miltimilyonnè, ki ranmase mezi kòb li nan vòlò lajan Leta, gendwa debouse nenpòt ki milyon pou fè diplomat kòwonpi vin chita avè l* ». Epi m ajoute : « *Pa bliye se avèk Mètenn (Kenneth Merten), nou annafè. Se li k te la antan ke anbasadè ameriken nan lane 2011, lè pou l te regle kesyon an. Se lè sa a yo te met bandi legal la opouvwa. Kounnye a se li menm ankò ki anchaj anbasad ameriken nan nan Pòtoprens. ' Tout est possible ', jan yo di an franse* ».

Men èske « CORE Group » la ak tout anbasadè ameriken an pral gen posiblite pou yo refè sa yo te fè nan lane 2011pou Mouche Mateli, nan lane 2016, pou Jovenel Moïse (Jovnèl Moyiz), e menm pou Aryèl Anri nan dat 20 jiyè lane pase a ? Avèk tout palmantè ameriken yo, ki lovri je yo fiks sou kesyon lakay la, ki mande bon netwayaj anvan okenn lajan ka vin jwenn Ayiti, nou pa kwè youn ti pase men nan kabinè de fakto a pral ase, sitou ak mounn yo di ki pou ta Premye minis. Sa se solisyon rabi. Pèsonn pa ka aksepte okenn chanjman pachiman, ak nenpòt ki minis ki te patisipe nan danse kole ak minis dwòg dilè, tankou *Bertho/ Bertaud Dorcé*, osnon minis Enteryè tankou *Liszt Quittel*, ki nan konfyolo ak gang. Se swa jamè !

Se vre minis Boisvert ak minis Manigat pote non mounn serye, ki konn sa y ap fè, men lefèt ke yo fè pati ekip vòlè, ansasen, ki sou pouvwa kounnye a, yo vin sal tèt yo. Yo pa ka ba yo responsablite youn gouvènman tranzisyon ki baze sou youn reprezantasyon « *lajman laj* », jan sikonstans yo mande pou Ayiti soti nan tchoubounm li ye a. Epi fò n konprann si se sa chèf « bandi legal » la pwopoze, se paske li vle gen mounn pa l nan tèt gouvènman an,

Nesmi Manigа ou biyen Michèl Patrik Bwave, Aryèl Anri nan fè démagoji vre..

menmjan li gen Aryèl Anri la k ap veye move kou pou li.

Fòk nou pa bliye younn nan bagay ki nan « *Lwa Omnibus* » la, sa palmantè ameriken yo mande gen pou wè ak kesyon PetwoKaribe a, ki mansyonnen byen klè nan Lwa a. Fòk gen envestigasyon pou konnen kote tout milya lajan yo pase. Fòk yo jwenn gwo chèf yo ki te nan pozisyon ap patisipe nan vòl sa a. Vrèman se te youn « *Vòl byen ògnize* ». Men « *byen òganize* » ou pa, tout vòl se vòl, e tout vòlè fèt pou anba kòd.

Se pou rezon sa a menm mwen kwè Michèl Mateli kouri pran devan, li konprann li ka ranje kabann li anvan dòmi pran l. Vwala ke pandan n ap ekri atik la, men

Michèl Mateli, gen lè vle debarase l de Aryèl Anri.

« *bandi legal* » la, li menm, ki mete youn video deyò pou l di « *Pèp la bouke, li pa kapab ankò. Non li pa kapab ak ensekirite a* ». Li di youn bann pawòl, kòmsi li vle pran pou pèp la nan bonswa danm k ap prepare a. Ala Nèg odasye ! Bondye fè yo gentan reponn li tou, fè l konnen se li menm ak Laurent Lamothe (Loran Lamòt) ki te monte gang ki vin lakòz sitiyasyon sa a, kote pèp la bouke vre. Se li menm ak tout Olivier Martelly (Olivye Mateli) epi lòt yo tou ki manje lajap PetwoKaribe a, ki fè pèp la nan tout mizè li di a.

Sa « *bandi legal* » la pwopoze pou ranplase Aryèl Anri a sa rele « *Chanje san chanjman* ». Pa gen sa pyès ! Lane 2022 pa lane 2011, gwo zanmi diplomat ou pa ! Kounnye a kesyon ap regle youn lòt jan. Pa gen okenn gwo lajan ki pral fè ni chen, ni mounn danse. Fòk gen bon chanjman vre. Se depite Andy Levin, ki reprezante leta Michigann, nan Kongrè a, ki di koze a byen. Gen anpil travay ki deja fèt ak Akò Montana a. Se la nou ka jwenn youn solisyon.

Pou mounn ki pa konnen, Akò Montana a di nou bezwen youn « *gouvernement de rupture* ». Nou ka di youn gouvènman ki koupe fache ak sa y ap ban nou pou gouvènman depi kèk tan, ki vin pi mal toujou depi plis pase 10 zan lè mouche tèt kale a te pran pouvwa a epi l rele pati l la « *Tèt Kale* », baze sou zo tèt kale pa l la. Kivedi se li menm ki tout pati a, se zafè pèsonèl li. Depi n te wè sa, nou te tou konnen se nan tchoubounm peyi te pral tonbe. *Tèt Kale* ak kòripsyon, « *pran lajan anba tab, vòlè byen aklè* » epi « *kase fèy kouvri sa* », tout mache ansanm. Men nan « *gouvernement de rupture* », pa gen danse kole ak vòlè, ni tou lè yo fin fè tout vye zak yo, pa gen sere kras pou pèsonn, bliye kesyon « *kase fèy kouvri sa* ». An

Nesmi Maniga, lot chw Aryèl Anri pour Premye minis.

franse, yo di « *C'est la guerre à la corruption et à l'impunité* ».

Anvan yo vin pou sèvi ak lajan pèp la yo fin vòlò a, pou pete mounn ankò, fòk gen youn « *gouvernement de rupture* » pou fouke yo, fè yo renmèt lajan an. Apa de palmantè ameriken yo, ki mande pou vòlè ak ansasen yo rann kont, m ap raple nou ke Janet Yellen, ki se sekretè Trezò ameriken an, te fè youn deklarasyon tèt chaje lè prezidan Biden te òganize gwo konferans entènasyonal 9 desanm ane pase a, sa yo te rele « *Somè sou demokrasi* » a. Se nan gwo konferans sou entènèt kote plis pase 100 peyi te envite, Ayiti pa t ladan. Madan Yellen te di depatman l lan dispoze de youn fon pou rekonpanse mounn ki ede yo jwenn kote gwo bacha nan Leta lòt peyi sere kòb pèp la yo fin vòlò. Kounnye a ke gen rekonpans pou deniche vòlè, n ap tann yo fouke premye a. E si gen premye, pral gen dezyèm, twazyèm, elatriye. Sa pral rapousuiv san rete. Gen youn nouvèl pwofesyon k ap devlope ki rele « *Denonse gwo vòlè yo !* » Wap touche pou sa. Alò, mwen di pral gen rèl ka Makorèl !

***Prezidan Biden di Etazini ap resevwa 100 mil refije ikrenyen**

Kòm nou konnen, prezidan ameriken an te ann Ewòp depi mèkredi 23 mas la. Li t al nan youn tèt ansanm, nan lavil Bruxelles (Briksèl), kapital Bèljik, ak tout lòt chèf Deta peyi ki fòme OTAN, osnon NATO ann anglè. Se Òganizasyon Trete Atlantik Nò, ki te fòme pou peyi Lewòp yo te ka kanpe djanm anfas Inyon sovyetik, jan peyi Larisi te rele lè sa a, apre dezyèm Gè mondyal la.

Pandan li te Briksèl la, li fè youn pase nan peyi Pologne (Polòy) nan vandredi ak samdi, kote li te rankontre ak prezidan peyi sa a, Andrzej Duda. Nan deklarasyon Joe Biden fè piblikman, li di peyi Etazini pare pou resevwa 100 mil (100 000) refije ikrenyen. Fò m di ke peyi Polòy, ki gen fwontyè kole ak Ikrèn, deja resevwa plis pase 2 milyon (2 000 000) Ikrenyen, lamwatye se ti mounn anba zaj ak manman yo. Antou, plis pase 4 milyon Ikrenyen kouri kite peyi yo epi gen plis pase 6 milyon lòt ki kite lakay yo al kache lòt kote anndan peyi a. Se pa youn ti jwèt.

Kòm Nasyon Zini ap mande anpil lòt peyi, pa sèlman ann Ewòp, pou ouvri pòt yo pou resevwa refije ikrenyen yo, prezidan ameriken an fe bèl jès sa a pou youn peyi ki plis pase nèf mil san katreven-en (9 181) kilomèt ak Etazini. Poutan, pou lane dènyè rive kounnye a, Etazini voye plis pase 20 mil refije Ayisyen tounen Ayiti, la a, tou pre Etazini, a sèlman mil sèt san karann-kat (1 744) kilomèt ak Laflorid.

Prèske tout òganizasyon k ap defann dwa mounn pati dèyè prezidan Biden pou lafason l trete refije ayisyen yo. Dènye òganizasyon ki mete pou li se *Human Rights Watch*, laa nan Wachintonn nan, ki fè youn deklarasyon jedi pase 24 mas la, kote l di fòk Etazini ak tout lòt peyi k ap voye refije ayisyen yo tounen ann Ayiti sispann fè sa, paske yo byen konnen ke peyi a ap soufri gwo vyolans. Etazini, sitou, byen konnen kijan « *gang ap kidnape mounn san rete, touye yo* » ann Ayiti « *kote yo kontwole youn bann kote nan peyi a, ap fè e defè* ».

Antouka, rasis la byen klè pou tout mounn, jan Joe Biden trete refije Ikrèn an konparezon ak Ayisyen yo. Asireman, Ayisyen ki natiralize Ameriken pa gen dwa bliye sa. Lè Joe Biden te bezwen vòt Ayisyen, li te vin mete ajenou, nan « *Little Haiti* », nan Miami, nan mwa novanm 2020 lè l t ap fè kanpay pou prezidan. Bay kou bliye, pote mak sonje!

Men youn dènye ti moso sou vizit prezidan ameriken an ann Ewòp. Selon doktrin òganizasyon OTAN an, « *Manyen younn se manyen tout* ». Se pou tout kanpe ansanm pou defann sa yo atake a. Sè twouve ke Ikrèn pa t ko fè pati OTAN, men li t ap fè demach pou wè si l te ka rantre nan asosyasyon an. Se sa ki lakòz tout deblozay nou tande yo, kote prezidan Larisi a, Vladimir Poutine, di se swa jamè, sa p ap fèt. Epi msye deklare lagè kont peyi Ikrèn. Men bagay yo pa mache osi byen pou li jan l te panse a. Ikrenyen yo kanpe djanm pou defann peyi yo.

Olye se youn operasyon 48 a 72 è pou tout bagay te fini, men nou sou dezyèm mwa depi twoup Larisin anvayi lòtbò a nan dat 24 fevriye. Jiskaprezan twoup ris yo panko ka pran kapital la, Kyèv, epi Ikrenyen yo repouse yo nan lòt vil yo te deja pran. Kanmenm, Larisi kontinye ap lage bonm sou peyi a, jiskaske prezidan ameriken an rele Poutine « *Youn ansasen ki pa merite pou l kote l ye a !* » Bagay yo ka vin pi lèd toujou. N ap kite w la, randevou pou semèn pwochèn.

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
30 mas 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

has been considered among the most docile in the country. Except that in 2011 the city had erupted in wanton violence, at the behest of the followers of Michel/Michael Joseph Martelly, the presidential candidate then who had egged his people to "*stop the steal of the election"* from him. Now, that same Martelly, self-styled "Legal Bandit," is in the news again, calling for calm, though he admits that the people have many reasons to be ***"bouke"*** of the overwhelming chaos caused by the violent gangs who control great swaths of the country, including more than half of the capital of Port-au-Prince and surroundings.

As we were writing, on Monday, on the eve of the Port-au-Prince demonstration, we couldn't ascertain the enormity of the crowd. But more than 50 leading organizations and influential personalities were among the sponsors of the peaceful march. One of these, Eric Jean Baptiste, leader of the RDNP, the "*Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes,"* the party founded by the late Leslie Manigat, was ecstatic about what he experienced in Cayes on Sunday.

Speaking in Creole, he said the following: "*Congratulations to the folks in the South. Thank you, Cayes, for the welcome, and for standing up, breaking the silence. We will continue to actively support all peaceful movements against hunger, insecurity, and kidnapping. Valiant women, you fearless men, brace yourselves for the task, for we cannot live under the reign of legal bandits."*

A wide array of society standing up against the current situation

Mr. Jean-Baptiste echoed the concerns of a broad cross section of Haitian civil society, expressed in a detailed "petition," dated Friday, March 25, to Haiti's de facto leader, Prime Minister Ariel Henry, which begins by stating "*This petition is a citizens' initiative, strictly apolitical, in which we, the signers, representing different sectors of Haitian society, are bringing to your attention, once more, the most profound disarray of all social strata of national life regarding the accelerated degradation of the security situation in Haiti.*"

Though apolitical, the language of the text is uncompromising. "*We protest energetically the fact that the whole population is being taken hostage by criminal organizations and the inaction, even the passivity of the authorities, who have renounced to their first obligation of providing security for the citizens. There's no more counting the cases of murder, of kidnapping for ransom, the rapes, the armed thefts, and organized pillaging. The businesses close down, the families live in desperation, all shuddering about when will be their turn to be the victims of the terror.*"

The writers castigate the Prime Minister for depriving the National Police (PNH) of resources, rendering it inoperative, some of its members even joining the bandits in certain cases. Read on: "*The National Police is apparently incompetent, understaffed, corrupt, often appearing to be in complicity with the bandits, while declaring that all is being done to protect and serve the population, whereas they lack adequate means. Nor do they have the formation to do what they must, often being under inefficient leadership.*"

Indeed, the Prime Minister must be feeling the heat for not providing the funding necessary to be used in providing security for the nation, "*whereas needless expenditures are causing constant bleeding of the meager resources of the State. Public funds are used to finance trips and futile ceremonies and making acquisitions which in no way alleviate the misery of the people. This administrative waste is not acceptable.*"

Telling the Prime Minister, ***"We are tired of it all,"*** (the ***Nou bouke*** refrain gaining in popularity,) the signers point to a series of measures that should be taken to change the situation, before concluding with "*Your government and close collaborators will be held responsible for our country's descent into hell.*"

However, they still leave the door open, stating, "*The signers are ready to meet with you anytime, and soon, for a follow-up.*"

Among the signers, spread over four pages, we'll note the following: Caroline Hudicourt, Executive Director of the consortium of Private Education sector (COSPE), embracing 13 organizations; Marie Alice Belisaire and Lesly Alphonse, president and vice-president of the Union of Haitian Notaries Public in all Haitian jurisdictions (SNJH), representing 186 members; Marie Marguerite B. Clérié, president of the Professional Association of private schools (APE[/FEV), representing 44 schools.

To be noted, the women, in charge of major organizations, are in the lead among the signers who include presidents of Haiti's Chambers of Commerce and Industry with their names provided. Signers also include the Lawyers Associations; the Association of vehicular imports; the Transportation sector, including proprietors and chauffeurs; the Association of Protestant schools of Haiti. On and on.

It is astounding that such a wide cross section of society has united against the ever-deteriorating situation, with no solution in sight, not with the de facto Prime Minister Ariel Henry, who apparently is in complicity with the gangs. Imagine that since June 1st of last year, before Jovenel Moïse was assassinated, gangs took control of Martissant, the suburb south of the capital, cutting off transactions with four of Haiti's 10 departments for the past nine months. Since he assumed power last July 20, Ariel Henry hasn't lifted a finger to deal with the gangs.

Anyway, it's not unheard of that when the population reaches a point of no return, as happened in 1986, the whole society will stand up against any regime, just as they did against the Duvalier dictatorship that depended on the Tontons-Macoute gestapo-like goons to hold to power through a reign of terror.

To dispel all doubt about the authenticity of the document, a telephone number is provided: 509-3702-7000.

Meanwhile, a copy of the document is widely circulating on social media, asking for signers to join the original ones. As of Monday evening, March 28, 7:30 pm, we counted 1079 signers in Haiti and in the Diaspora.

And the "Legal Bandit" understands why the people are "*Bouke*"

It is in that context that we were surprised to see a video, released on Saturday, by the "Legal Bandit" Martelly, in which, he appears as defender of the people, even understanding and espousing their cry of ***"Nou bouke."***

Speaking in Creole, during a little more than two minutes, he says: "*I know you're tired to take to the sea. I know you're tired to find yourselves under the bridge, looking for a better life in another country. I know you're tired of not being able to take your kids to school. I know you're tired of not being able to go downtown. I know you're tired of being fearful of moving about in your own country. I know you're tired with the problem of insecurity, which is ravaging us."*

And he asserts that he also knows how to bring a solution to it all. Here it is: "*We can resolve this problem of insecurity that is destroying us. The problem of insecurity which reigns over the country cannot be resolved in political division. To resolve the problem of insecurity, the institutions of Justice and Police must be reinforced. I know also, to resolve the problem of insecurity, there must be togetherness of purpose, there must be political consensus, and decision must be taken, there must be compromise."*

As if we didn't know, he also maintains that "*security and stability are prerequisites for development of the country."*

Interestingly, the "Legal Bandit" released his video after it was reported that he had an important meeting, on Tuesday, March 22, at his residence in Pegguyville, in the highlands of Pétion-Ville, where several vehicles sporting diplomatic plates were seen, and the surroundings under heavy Police security. The press was not invited. It's said that the conferees, including those of the infamous CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince, were discussing with the head of the

Continued on page 15

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 8

Pase pwochen etap la

SWEN SANTE KI ABÒDAB

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Plis abite New York toujou ap kalifye pou asistans finansye pou diminye prim yo. Ou menm tou ou ka elijib kounye a, menm si ou pat kalifye anvan sa a.

Jwenn yon pwoteksyon asirans sante pou:

- Randevou ak doktè yo
- Medikaman
- Swen ijans ak plis ankò!

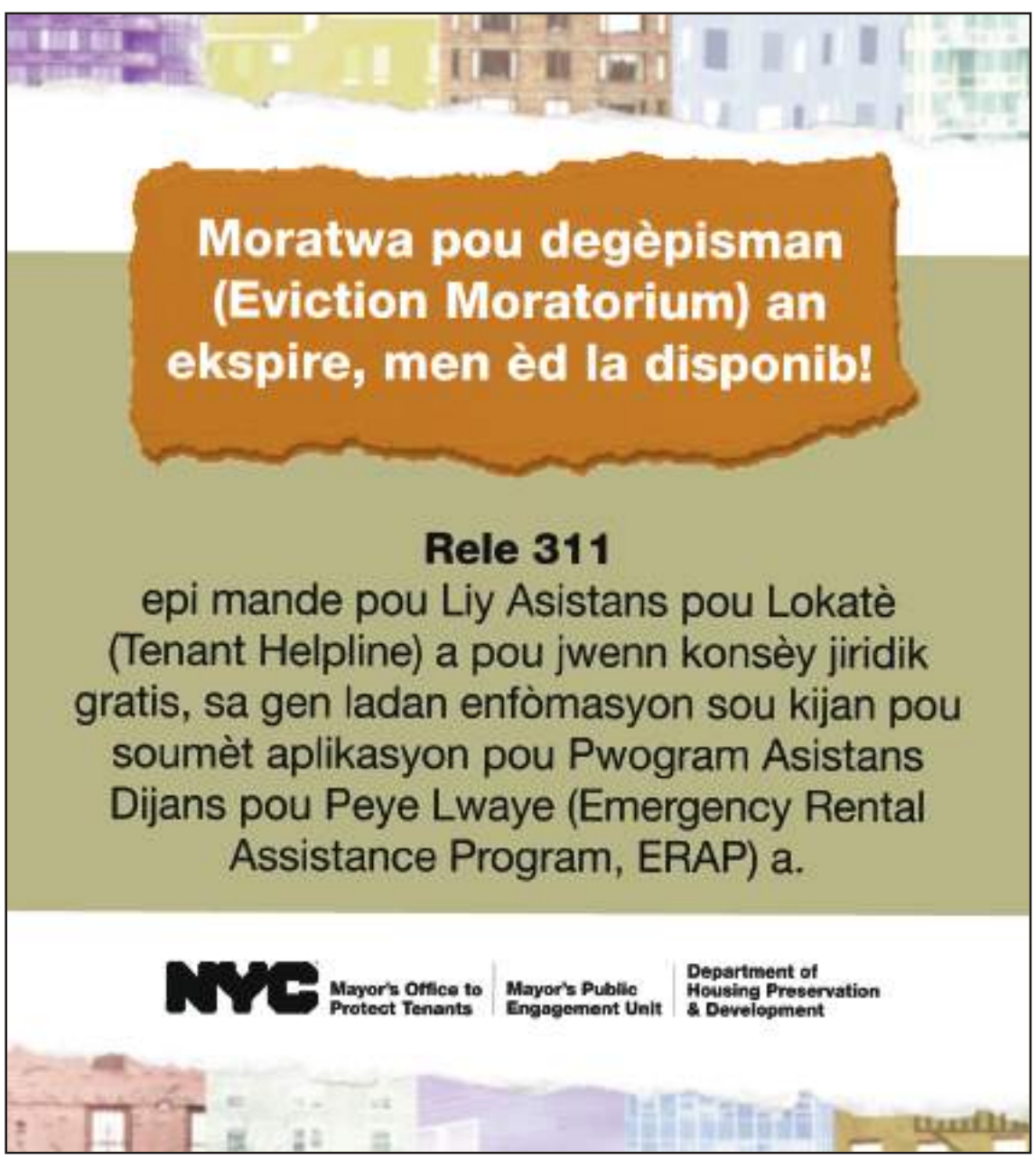
Kite NY State of Health ede w jwenn yon plan ki gen swen prevantif gratis, ki pa gen prim oswa ki gen prim ki pa koute chè.

ENSKRIPSYON YO OUVRI KOUNYE A
pou pwoteksyon ki ap kòmanse 1ye janvye 2022

Rele oswa ale sou Entènèt pou jwenn èd lokal gratis pou aplike epi jwenn yon pwoteksyon jodi a.

Rele: 1-855-355-5777
TTY: 1-800-662-1220

Vizite: nystateofhealth.ny.gov



Moratwa pou degèpisman (Eviction Moratorium) an ekspire, men èd la disponib!

Rele 311

epi mande pou Liy Asistans pou Lokatè (Tenant Helpline) a pou jwenn konsèy jiridik gratis, sa gen ladan enfòmasyon sou kijan pou soumèt aplikasyon pou Pwogram Asistans Dijans pou Peye Lwaye (Emergency Rental Assistance Program, ERAP) a.

NYC Mayor's Office to Protect Tenants | Mayor's Public Engagement Unit | Department of Housing Preservation & Development

Avec sa plume brillante, élégante et précise, Charles Dupuy nous offre ici une étude analytique fouillée, rigoureuse et solidement documentée de l'histoire d'Haïti.

Affranchi de tous les interdits, cet ouvrage décrit la réalité quotidienne du citoyen haïtien ordinaire et fournit toutes les clefs pour comprendre les dessous des grands événements historiques qui ont ponctué la vie nationale. De l'arrivée des Européens sur la terre de Quisqueya aux heures glorieuses de l'indépendance, ce livre raconte, examine et puis surtout explique les épisodes les plus saillants qui ont fait la gloire impérissable d'Haïti comme ceux qui ont entraîné sa disgrâce et sa lente déchéance. Écrit dans un style clair et limpide, il s'agit ici d'un livre captivant, passionnant, instructif, un livre tout plein d'espoir et d'optimisme, et pour tout dire, un livre indispensable à l'honnête homme.

Réputé pour son souffle narratif, sa finesse d'analyse et sa rigueur, Charles Dupuy, dont la série Le Coin de l'histoire a été plébiscité par la critique et le grand public, nous donne enfin ce livre d'Histoire structuré, substantiel, convaincant et surtout agréable à lire que lui réclamaient les amateurs et passionnés de notre passé de peuple.

ISBN : 978-2-9813609-5-3

Editions LA PERICHOLE 2021

9 782981 560953

Editions LA PERICHOLE 2021

CHARLES DUPUY - HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

CHARLES DUPUY

UNE HISTOIRE POPULAIRE D'HAÏTI

ÉDITIONS LA PÉRICHOLE - 2021

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 9

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 10

ÉDITORIAL

En Haïti, les gangs armés recrutent des adolescents, les dirigeants dument responsables

Il n'est un secret pour personne que le gouvernement haïtien est à l'origine de la création des gangs armés. Un autre phénomène s'est développé parallèlement : l'embrigadement d'adolescents, au sein des armés de gangsters. Cette pratique, très commune, suivant régulièrement son cours dans les mouvements d'insurrection, surtout dans des pays d'Amérique du Sud et africains, est formellement interdite par l'Organisation des Nations Unies (ONU) l'assujettissant à la Loi anti- enfant soldat. Si celle-ci tarde encore à se prononcer par rapport à cette situation prévalant en Haïti, cette inaction résulte de l'ignorance de tels faits. Il faut lever le voile sur ce crime, afin de permettre de fixer objectivement les responsabilités.

L'alarme est lancée par l'organe de presse en ligne *lefiletinfo.com*, dans son édition du 28 mars en cours, faisant état des préoccupations exprimées par deux organisations socio-politiques, « *Organisation des citoyens pour une nouvelle Haïti* » (OCNH) et le « *Centre d'animation paysanne et d'action communautaire* » (CAPAC). Elles se déclarent « *préoccupées par le nombre important d'enfants qui sont utilisés comme combattants, porteurs, espions (antennes) dans des cas de kidnapping au sein des gangs armés dans les communes de Port-au-Prince et Croix-des- Bouquets*».

Les deux organisations dénoncent, notamment, les « *400 Mawozo* », l'organisation mafieuse qui exerce son empire sur toute la commune de Croix des Bouquets, au nord de Port-au-Prince; aussi bien que « *5 Secondes* », dirigée par le chef Izo, de Village de Dieu. Sans oublier les différents malfrats contrôlant d'autres zones de la capitale et des provinces. Tous, ils kidnappent contre rançon des personnes de tous âges et de toutes catégories sociales, sur les voies publiques ou même dans leurs résidences privées; ils assassinent hommes, femmes et enfants, sans distinction; ils violent qui ils veulent, où ils veulent, et quand ils veulent; et ils braquent sans ménagement les citoyens, individuellement ou en série (par dizaines dans des véhicules de transport en commun), au centre-ville de la capitale, à Pétion-Ville ou sur les routes nationales, surtout à la commune de Carrefour et ses quartiers environnants, ainsi qu'à Croix des Bouquets et sur les routes menant vers le Nord, le Nord-Ouest, le Centre et le Plateau-Central. Autrement dit, c'est le pays entier qui est livré aux caprices des criminels.

Parlant de 5 Secondes, *filetinfo.com* écrit : « *Les gants armés (400 Marozo et 5 secondes) continuent de recruter et d'utiliser des enfants, les arrachant à leur famille et à leur communauté, les dépouillant cruellement de leur dignité et détruisant leur vie et leur avenir, selon ces organisations* ». Faisant allusion à un autre groupe de criminels, le même organe cite : « *Le gang armé de Village de Dieu enlève des enfants de rues au Champ de Mars dans des Auto-Bus et les contraint à combattre des gangs rivaux, en violation de l'interdiction internationale de l'utilisation d'enfant soldats. Ce groupe armé, connu sous le nom de 5 Secondes, a enlevé des dizaines de garçons, dont certains âgés de 12 ans, au centre-ville de Port-au-Prince. Après un entraînement au village de Dieu, ces garçons ont été forés à se battre aux côtés des adultes contre les gangs rivaux, selon la note de l'OCNH et du CAPAC* ».

Le phénomène de recrutement d'enfants comme membres de gangs armés constitue une manifestation multidimensionnelle extrêmement grave, en ce sens qu'elle possède des dimensions criminelle, humaine, sociale et économique, aussi bien que psychologique.

En effet, à la lumière de ces faits, les malfrats en arme, des criminels endurcis, créent des centres de formation de criminels, séduisant les jeunes démunis des zones défavorisées, leur miroitant l'argent et des biens matériels de grands prix achetés avec l'argent mal acquis, issus de rapine. Voilà des citoyens totalement déshumanisés et condamnés à vivre en marge de la société; et à rester économiquement dépendants d'actes criminels, les seuls moyens qu'ils ont appris de leurs devanciers, leurs modèles, des bandits impénitents, de gagner leur pain quotidien. Selon un document des Nations Unies (UNESCO), les enfants soldats sont susceptibles d'essuyer des dommages psychologiques permanents, car condamnés à endurer les séquelles des conflits auxquels ils ont été associés de force, pour le reste de leurs vies, privés d'accès aux traitements scientifiques appropriés. C'est pourquoi l'ONU s'engage comme partie prenante dans la protection des enfants.

Voici ce que le Comité international de la Croix Rouge dit, à ce sujet : «*Pour garantir le respect du droit international humanitaire – ce qui suppose de veiller à ce que les enfants ne soient pas recrutés illégalement –, il faut réunir un certain nombre de facteurs qui, ensemble, contribuent à créer un environnement propice à la protection. La responsabilité première de l'établissement d'un tel environnement incombe aux* ***autorités compétentes****. Les autorités étatiques ont clairement la responsabilité de veiller à ce que le droit international humanitaire soit adopté et respecté, mais d'autres autorités doivent elles aussi veiller au respect des droits de la population civile. Ces autorités comprennent des organismes internationaux – lorsqu'il s'agit de forces multinationales –, des organes traditionnels, des chefs de clans et des groupes armés* ».

Aux yeux des Nations Unies, les dirigeants ne peuvent prétexter la non-adhésion de leurs gouvernements au protocole de protection internationale de l'enfant pour se dérober à leurs responsabilités à leur égard. En ce sens, on relève ceci : « *Selon les Conventions de Genève, les États qui ne sont* ***pas*** *parties au conflit ont eux aussi la responsabilité de faire respecter le droit international humanitaire. Ils ont en outre un rôle crucial à jouer dans l'établissement d'un environnement propice au respect des dispositions du droit international humanitaire. Le système des Nations Unies, les tribunaux internationaux, les organisations régionales, d'autres organisations et mécanismes internationaux, les ONG internationales et les médias peuvent également jouer un rôle décisif* ».

Sur ces entrefaites, il incombe aux hommes et femmes au pouvoir, en Haïti, de se manifester à l'égard de cette situation, et il est opportun d'exercer sur eux de fortes pressions en ce sens. De leur côté, ils gagneront à démontrer, de par eux-mêmes, leurs intentions d'agir vite.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H1M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Rt Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tel. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF. pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US. pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie ____________
Address/Adresse ____________
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional ______ Country/Pays ______
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL

Haiti's leaders held accountable for the armed gangs recruiting teenagers

It is no secret that the Haitian government is behind the creation of the armed gangs. At the same time, another phenomenon has developed: the recruitment of teenagers into armed gangs. This very common practice, regularly followed by insurrectional movements, especially in South American and African countries, is formally prohibited by the United Nations (UN) subjecting it to the Anti-Child Soldier Law. If the UN is still slow to pronounce on this situation in Haiti, that inaction is due probably to ignorance of the facts. It's a must that there be a glimpse on this crime, to objectively fix responsibilities.

The alarm has been sounded by the online press organ *lefiletinfo.com,* in its March 28 edition, reporting the concerns expressed by two socio-political organizations, *"Citizens' Organization for a New Haiti"* (OCNH) and the *"Center for Peasant Animation and Community Action"* (CAPAC). They declare that they're *"concerned by the large number of children who are used as fighters, porters, spies (antennas) in cases of kidnapping by the armed gangs in the counties of Port-au-Prince and Croix-des-Bouquets.*

The two organizations denounce, in particular, the *"400 Mawozo"*, a mafia-like organization that controls almost the whole Croix-des-Bouquets region, north of Port-au-Prince. Also mentioned is *"5 Seconds"*, led by Chief Izo, of Village de Dieu. Not to mention the various other thugs controlling other areas of the capital and the provinces. They all kidnap people for ransom, irrespective of age or social standing, whether in public or at their private homes. Without distinction, they murder men, women and children. They rape whomever they want, wherever they want and whenever they want. Ruthlessly, they hold up citizens, individually or in groups, at times by the dozens in public transportation vehicles, whether in downtown Port-au-Prince, in tony Pétion-Ville, or on the national roads, especially in Carrefour, a suburb south of the capital, as well as in surrounding neighborhoods. They don't spare Croix-des-Bouquets and the roads leading to the North, the Northwest, the Central region, and the Plateau-Central, Haiti's Highlands, abutting the Dominican Republic. In other words, the entire country is delivered to the whims of the criminals.

In reference to two major gangs, *filetinfo.com* writes: *"The armed gangs (400 Mawozo and 5 Seconds) continue to recruit and use children, tearing them from their families and communities, cruelly stripping them of their dignity and destroying their lives and futures."* Pointing to another criminal group and its method of operation, there's this quote: *"The armed gang of Village de Dieu abducts street children from the Champ de Mars in special buses and forces them to fight rival gangs, in violation of the international ban on the use of child soldiers. This armed group, known as 5 Seconds, has abducted dozens of boys, some as young as 12, from downtown Port-au-Prince. After training at the Village de Dieu (Village of God,) these boys were forced to fight rival gangs, alongside adults.* Credit due to a memo of OCNH and CAPAC.

The phenomenon of recruiting children as members of armed gangs is an extremely serious offense in its multidimensional manifestations. That criminal action has repercussions of human, social and economic dimensions, as well as psychological.

As it is, armed thugs and hardened criminals set up training centers for apprentice criminals, seducing poor youths from disadvantaged areas, offering them money and expensive material goods bought with ill-gotten money from their robberies. These young kids become totally dehumanized and are condemned to live at the margins of society and to remain economically dependent on criminal acts. After all, these are the only means they have learned to earn a living from their predecessors, those unrepentant bandits who are their models. According to a United Nations (UNESCO) document, child soldiers are likely to suffer permanent psychological damage, because they will always endure, for the rest of their lives, the after-effects of the conflicts to which they have been forcibly associated, deprived, as they are, of access to appropriate scientific treatment. This is why the UN is committed as a stakeholder in the protection of children.

The International Committee of the Red Cross says, *"Ensuring compliance with international humanitarian law - which includes ensuring that children are not illegally recruited - requires a number of factors that together contribute to an enabling environment for protection. The primary responsibility for establishing such an environment lies with the relevant authorities. State authorities have a clear responsibility to ensure that international humanitarian law is adopted and respected, but other authorities must also ensure that the rights of the civilian population are respected. These authorities include international bodies — where multinational forces are involved — traditional bodies, clan leaders and armed groups.*

As far as the United Nations is concerned, leaders cannot use the non-adherence of their governments to the international child protection protocol as an excuse to shirk their responsibilities towards them. Thus, we note the following: *"According to the Geneva Conventions, states that are not parties to the conflict also have a responsibility to ensure respect for international humanitarian law. They also have a crucial role to play in creating an environment conducive to respect for the provisions of international humanitarian law. The United Nations system, international courts, regional organizations, other international organizations and mechanisms, international NGOs and the media can also play a decisive role."*

In the meantime, it is incumbent upon the men and women in power in Haiti to speak out about this situation, and it's appropriate to put strong pressure on them to do so. For their part, they stand to gain by demonstrating, on their own, their intentions and to act quickly on this issue.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haiti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haiti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haiti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H0M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Bt Rt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 12

EN HAÏTI, MANIFESTATIONS CONTRE L'INSÉCURITÉ ET LA VIE CHÈRE

Un avion incendié aux Cayes...

Les écoles presque vides à P-au-P ...

Le mot d'ordre du mouvement largement suivi dans les provinces...

Suite de la page 2

n effervescence toute la journée du 29 mars. Des barricades enflammées ont été remarquées à plusieurs points, notamment au carrefour des Quatre Chemins, à la sortie nord-ouest. Les véhicules publics, qui sillonnent habituellement les rues ont été rarement remarqués. Même les taxis-motos cherchant agressivement des passagers, toujours à longueur de journée, se sont faits rares. Incontestablement, cette journée de manifestation, aux Cayes, n'a eu rien de normal.

Le périple Port-au-Prince-Cayes impossible par voie terrestre

À l'intérieur d'Haïti, la prise en otage des communautés situées au sud de la capitale, par les gangs armés se faisant la guerre mortellement entre eux, donc rendant la Nationale numéro 1 impraticable, isole totalement trois départements et un quatrième partiellement de la capitale. Depuis que les bandits de Ti-Bwa (Petit Bois) et de Grand Ravin (Grande Ravine) s'affrontent dans des rencontres violentes, forçant des milliers d'habitants du sud de Port-au-Prince à trouver logement ailleurs, chez des parents ou des amis, alors que d'autres déménagent carrément en provinces, le transport en commun et la route par terre, sur la Nationale Numéro 1 sont devenus impossibles. Par peur de se faire kidnapper, ou braquer, les propriétaires de véhicules privés évitent de traverser cette route par le tronçon qui traverse Merger, Carrefour et Martissant, pour arriver à la capitale. Les camionneurs et chauffeurs d'autobus évitent d'y passer aussi, pour les mêmes raisons, car victimes de kidnappings en série ou du détournement des camions transportant des marchandises par les malfrats.

La traversée de Merger-Carrefour-Martissant, devenue impossible, les passagers cayens se sont vu forcer de troquer le voyage par terre par celui de la voie aérienne. Cette décision signifie l'achat d'un billet de voyage pour près de USD 300 $ par passager. Voilà la bourse des Cayens soumise à de rudes épreuves. Aussi ces derniers avaient-ils lancé, au cours des deux dernières semaines, un mouvement de grève au cours duquel ils ont dénoncé avec véhémence les patrons des lignes aériennes, les accusant d'avoir augmenté, outre mesure, le coût du billet d'avion pour un voyage à la capitale.

La manifestation dirigée, ce matin (mardi 29 mars), sur l'aéroport Simon Antoine des Cayes, s'inscrit dans la logique de la colère des Cayens contre les propriétaires des lignes aériennes desservant les Cayes et les autres villes des provinces, des trois départements affectés par la violence des gangs armés.

Des milliers dans les rues de la capitale et des villes de provinces

Si le nombre de manifestants ayant effectivement foulé le macadam, à Port-au-Prince, pour dénoncer l'insécurité et la vie chère, n'a pas connu celui qu'avaient souhaité les organisateurs, l'enthousiasme et la détermination n'étaient pas absents. Alors que plus d'une centaine de milliers de participants étaient attendus, ce mardi 29 mars, l'évaluation objective des participants mettrait le nombre à plus de 15 000 personnes.

La manifestation était partie du Champ de Mars avant de parcourir plusieurs artères de Port-au-Prince, scandant sur leur passage des slogans tels que « *Viv Putin* ! », « *Aba Ameriken !* » En clair, au moment où la guerre fait rage en Ukraine (Europe de l'Est), suit à l'invasion de ce pays par les troupes de Vladimir Putine, le président de Russie, d'ores et déjà, certains Haïtiens prennent position en faveur des Russes. Si tous les participants à cette manifestation ne sont pas du même avis que les promoteurs de l'idéologie russe, il faut conclure que l'unité n'était pas au rendez-vous. En tout cas, personne n'a pas semblé saisir l'occasion pour déterminer ce qui est à la base de cette proclamation.

Autres précisions sur la destruction de l'avion

D'autres informations sur la manière dont l'avion a été incendié ont pu être communiquées. Cela est dû à l'initiative d'un correspondant de l'organe de presse en ligne *Fernando Live News*, précisant que l'appareil n'a pas été brûlé à l'intérieur de l'aérodrome.

Selon le représentant de ce média, la manifestation était, au départ, pacifique, la foule de jeunes garçons commençaient à danser sur l'avion sur lequel ils avaient grimpé. Le commissaire du gouvernement de la juridiction, Ronald Richemond, qui menait l'opération de la force de sécurité, a ordonné aux policiers de faire feu sur les protestataires. On se rappelle qu'ils résistaient aux injonctions de la Police voulant les empêcher de pénétrer dans l'aérodrome, mais qu'ils avaient fini par avoir gain de cause. Ce qui a occasionné la mort d'un manifestant ayant essuyé un obus dans a tête, en sus d'une dizaines d'autres blessés, qui ont été conduits à deux hôpitaux, toujours encore selon le même correspondant de presse, à l'Hôpital général de la ville à celui de l'OFATMA.

L'attaque ainsi dirigée sur les manifestants les a mis en colère, selon le témoignage recueilli. À ce moment, la foule des manifestants ont « *poussé* » l'avion hors du périmètre de l'aéroport où ils y ont mis feu.

À la lumière des révélations faites par le correspondent de *Fernando Live News*, si les faits rapportés par le correspondent de *Fernando Live News* correspondent réellement à la vérité, les événements sont totalement différents que le Premier ministre de facto semble croire. Dès lors, l'enquête qu'il dit vouloir faire diligenter risque de s'orienter dans une direction toute autre. L'auteur du scandale de ce mardi 29 mars, à l'aéroport Antoine Simon des Cayes serait donc bien différent que celui que pensait le chef de facto du gouvernement.

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 13

Letter to the UN Security Council

GRAVE CONCERN REPORT TO THE UNITED NATIONS

March 29, 2022

Distinguished Members of the United Nations Security Council,

***I** am reporting a grave concern to you, based on my experience as a defense and security research scientist. The proliferation of armed gangs, within a culture of State-sanctioned violence, is revealed herein, as the source of a covert genocide, fueled by systemic racism, currently ravaging Negro peoples right now on U.S. soil and abroad, notably in Haiti. For some mysterious, unjustifiable reason, President Joe Biden and Vice-President Kamala Harris had taken extraordinary steps with catastrophic consequences to dismiss the objections of the U.S. Congress, the U.S. Senate, and the consortium of legal scholars combining resources from Harvard, NYU, and Yale, in the days leading up to President Moise's assassination. Why?*

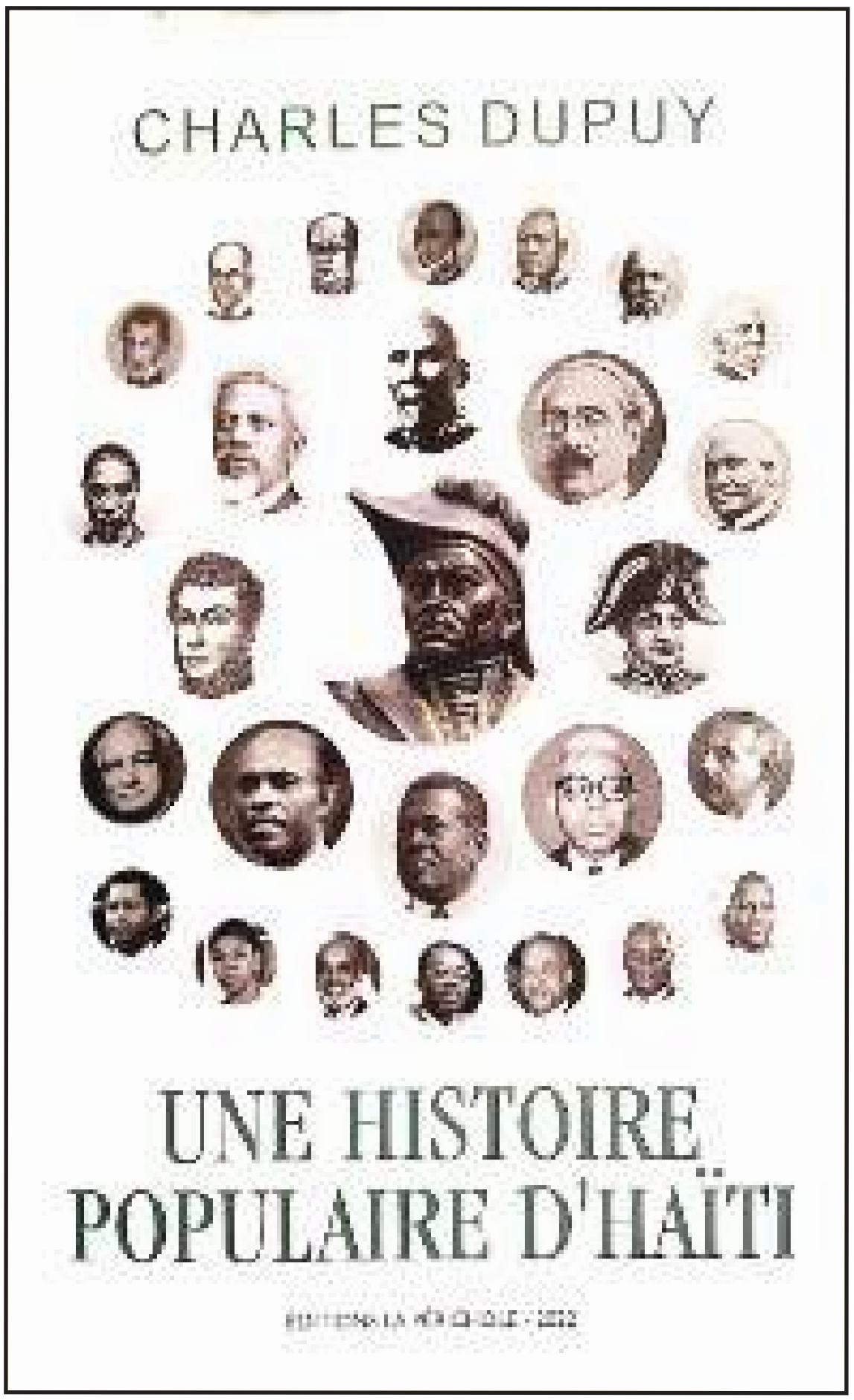
***N**o decision or action taken by late President Moise — not even treason — could justify the Biden-Harris administration's action/inaction before, during, and after the brutal assassination of a head of State clearly placed under America's protection and its sphere of influence. Preliminary findings suggest that Moise was likely coerced by his local handlers to cross his foreign bosses: The easiest way to obtain the green light for his assassination. The control of Haiti's current power structure, by his political opponents, confirms Biden's alliance with Moise's assassins and their armed gangs' affiliates, as Daniel Foote conceded publicly. I have a grave concern about America's malicious plan for Haiti. I am equally concerned by an American police force evidently infiltrated by vicious "death squads," actively operating under the same centuries-old racist practice of hunting and killing Negroes of all ages in broad day light — part of a complex scheme of slow depopulation: Genocide.*

***I** am respectfully asking you, distinguished Members, collectively and individually, to come together and respond to this perpetual, asymmetric savage warfare both on U.S. soil and in Haiti. Should Natives and Blacks accept the UN's long-standing principle that any other blood has more value than theirs? Asians, Arabs, Blacks, and Natives sympathize with Ukraine and demand that crimes of genocide committed against them capture the same level of attention by Western leaders and mainstream media.*

Best regards,

Prof. Berg P. Hyacinthe, Ph.D.
Interstellar Research Group

Port-au-Prince, Haiti.
cyberjuriste@yahoo.co



Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 14

NOUVELLE STRATÉGIE DANS LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ GÉNÉRALISÉE

Pétition au Premier ministre de facto : Des centaines de signatures

Ariel Henry au pied du mur et au bout de ses atouts…

Suite de la page 5

à la solution du problème national partent d'un savoir-faire jusque-là inégalé. Voilà pourquoi ses prises de position, dans le dossier haïtien, charrient tant de poids, donnant à la mobilisation des secteurs politiques une nouvelle impulsion, l'élan dont elle était privée depuis les dernières manifestations ayant entraîné le phénomène « *Pays Lock* ».

On peut dire que la manifestation annoncée pour le 29 mars, à Port-au-Prince, qui donne l'impression d'attirer les organisations, groupes, mouvements, secteurs politiques et la société civile, ne serait pas étrangère aux interventions de l'ambassadeur Foote et des prises de positions véhiculées par les parlementaires américains.

Les détracteurs d'Ariel Henry plus nombreux que jamais

Tout au long sa prestation, à la primature portant le double chapeau de Premier ministre de facto et de président de fait, Ariel Henry s'est attiré la foudre des partis et groupements politique, surtout après s'être montré peu enclin à mettre en application les termes des accords qu'il a conclus. Mais pour la première fois, Michel Martelly croit le moment venu de prendre ses distances par rapport à celui-là.

En effet, le bandit légal a diffusé une vidéo dans laquelle il exprime son opposition à M. Henry, dans la recherche d'une solution à la crise, qui ne fait que perdurer, et dont on ne cesse de parler. Après un silence de plus de sept mois, l'ex-président musicien a fini par se prononcer dans le dossier. Selon lui, les négociations devant déboucher sur une entente consensuelle sont un passage obligé pour trouver la formule indispensable au dénouement de la crise, en vue de la mise sur pied d'un gouvernement de consensus.

La Pétition adressée à Ariel Henry porte plus d'un millier de signatures, un document dont l'objectif réel se résume dans le départ de ce dernier de la primature. Contrairement à tous les mouvements d'opposition antérieurs, celui-ci est déclenché au moment où le Premier ministre de facto se trouve politiquement harcelé de toutes parts. Des voix s'élèvent contre sa présence continue, à la primature, venant quasiment de tous les secteurs sociaux politiques, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

D'aucuns se plaisent à dire : « *Ariel Henry a la tête dure* ». Car il a su bel et bien surmonté les stratégies oppositionnelles qui ont été lancées contre lui, au cours des sept derniers mois. Mais, aujourd'hui, tout semble indiquer que la donne serait sur le point de changer, s'il ne l'a pas encore. Dans la mesure où les supporteurs traditionnels du Premier ministre de facto lui ont permis de vaincre ses détracteurs, peut-il maintenant se donner la garantie de cet appui sur le long terme ?

L.J.

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 15

HAPPENINGS!

Continued from page 7

he PHTK, *Bald Headed*, ruling party a change in the leadership of the government. So tweeted Frantz Exantus.

Two days later, on March 24, there was a tweet from Djovany Michel in which he mentioned the possible choice of a new Prime Minister from among two in the current cabinet: Finance and Economy Minister Patrick Michel Boisvert and Nesmy Manigat, Minister of Education.

Would the international community, led by U.S. Chargé d'Affaires, really think Haitians have forgotten the role he played, in 2011, when he was the U.S. ambassador in Haiti, and engineered the presidency of the "Legal Bandit?" Would he be pulling another rabbit from his tall hat to impose another Haitian Prime Minister, amenable to his friend Michel Martelly, who thinks he's entitled to Haiti's presidency again, even for life? For, considering the mood of the citizenry, the days of Ariel Henry, his current man, are numbered. In the absence of Dr. Henry, Martelly would need someone in the saddle to prepare the way for him in the so-called elections to come.

Who set up the stage for the current insecurity?

But are we foolish enough to forget so quickly that if insecurity reigns in Haiti today it is thanks to the "Legal Bandit" and his Prime Minister Laurent Lamothe who had organized the gangs after they assumed power in 2011, with the support of U.S. Secretary of State Hillary Clinton and her ambassador to Haiti then, Kenneth Merten! Since then, the gangs kept expanding, gaining more ground under the "Banana Man" Jovenel Moïse, who was handpicked by the "Legal Bandit" to warm the presidential chair for him. As a novelty, Moïse facilitated the "federation" of the gangs, under the leadership of Jimmy Chérizier, aka Barbecue. For which he was applauded by the representative of the United Nations Secretary General in Haiti, Helen Ruth Meagher La Lime, head of the UN Integrated Bureau in Haiti (French acronym BINUH).

Should it be forgotten that Martelly is high on the list of those responsible for the $4.2 billion heist of the PetroCaribe Fund that was intended for development projects which, according to his own statement, would have brought stability to the county and make it more attractive to investors?

The people are tired –yes, they are ***Bouke***—of being used as guinea pigs in an unexplained experiment by those of the international community, in cahoots with renegade Haitians, who could care less about the welfare of the downtrodden. It is time to throw them all out and start from scratch with new leadership intent on breaking with politics as usual and in undertaking a campaign against ***corruption*** and ***impunity,*** the main scourges that have contributed to the current state of disarray, that has turned Haiti into hell-on-earth.

RAJ
30 March 2022
raljo31@yahoo.com

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.
CA

Journal 30 mars - 6 mai 2022.qxp_HO 3/30/22 4:36 AM Page 16

Sports

MATCH AMICAL HAÏTI-GUATÉMALA

La Sélection haïtienne battue par le Guatemala (1-2)

Par Ricot Saintil

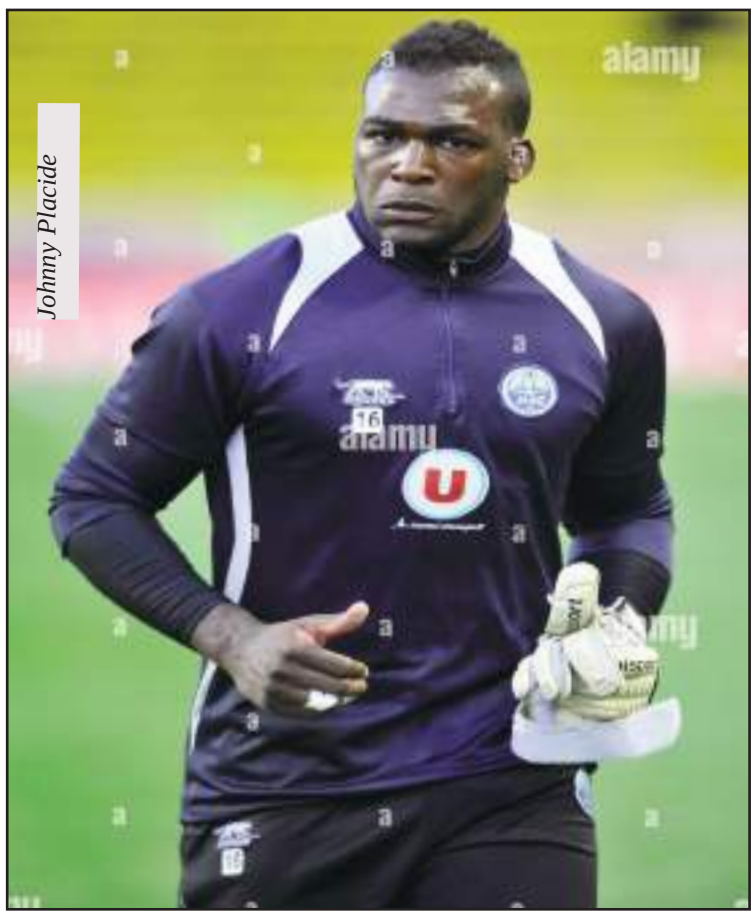
Match après match, l'évidence d'un retour du football haïtien, désarticulé, déséquilibré, totalement en crise, se confirme par les mauvaises prestations de nos différentes sélections, et surtout l'indifférence des principaux acteurs du secteur. Après l'humiliante élimination de la Sélection féminine des moins de vingt ans, dans les éliminatoires du mondial Costa-Rica 2022, la Sélection masculine senior était au rendez-vous, le dimanche 27 mars, aux États-Unis, à Fort-Lauderdale, au Drive Pink Stadium, pour affronter le Guatemala en amical. Fragilisés par l'absence de plusieurs joueurs cadres en conflit ouvert avec le sélectionneur Jean Jacques-Pierre, les Grenadiers se sont inclinés (1-2), confirmant la mauvaise passe, dans laquelle se trouve le football haïtien, depuis tantôt deux ans. Cette défaite est peut-être celle de trop, le sport-roi haïtien, dans toute sa totalité, doit renaître de ses cendres.

Pour son premier match de l'année 2022, Haïti affrontait le Guatemala, en amical, dans un atmosphère compliqué, miné par des difficultés multiples. Les vieux démons que traîne l'équipe haïtienne, derrière elle, depuis ces deux dernières années, ont eu raison des Grenadiers, face à leurs homologues Guatémaltèques. Les joueurs du sélectionneur mexicain, Luis Fernando Tena, qui préparent à fond la Ligue des Nations de la Concacaf, ont exploité les faiblesses tactiques et mentales de la Sélection haïtienne, truffée de jeunes joueurs, pour s'imposer (2-1) au Drive Pink Stadium de la Floride. Les Guatémaltèques, pourtant menés au score à la 23', après le premier but marqué par Carnejy Antoine, ont juste, avant la mi-temps, égalisé (44e minute, Mejia) et prendre l'avantage au score (45+2, Cordilo), pour mener 2 buts à 1. Le score est resté inchangé en deuxième période, mais les Guatémaltèques repartent avec la victoire en poche.

Pour ce match amical, comme ce fut le cas pour les 2 derniers disputés contre la Jordanie (2-0) et la Martinique (2-1), Jean Jacques-Pierre s'est passé des services de ses joueurs cadres, qui ne sont, à la vérité, plus à sa disposition, puisqu'entre eux (Jean-Jacques et les joueurs), c'est la guerre déclarée. Pour pallier à leur absence, il se voit obligé de faire appel à des jeunes joueurs, pour la plupart très talentueux. Trois membres de la Sélection U17, qui a participé, en 2019, au Mondial des moins de 17 ans, au Brésil, ont été de la partie. Carl Fred Sainté a même été titulaire, au milieu de terrain, au côté de Leverton Pierre, Dany Jean et Fredeler Christophe sont entrés en cours de jeu en deuxième période. La charnière défensive a été composée de l'expérimenté capitaine Ricardo Adé, privé du brassard, il a été associé au jeune Carven M. Metusala, qui honorait sa toute première sélection. Pour les autres, Wild Donald Guerrier, Alex Christian Junior, Jeppe Simonsen, Carnejy Antoine, Derrick Étienne et Cristiano François sont des habitués.

Jean-Jacques Pierre

Dukens Nazon


Johnny Placide

Frantzdy-Pierrot

L'équipe haïtienne a montré toutes ses limites dans la rencontre contre le Guatemala. Les Grenadiers, de Josué Duverger, dans les buts, en passant par la défense, où Ricardo Adé et son compère ont multiplié les mauvaises passes, des latéraux totalement dépassés, un milieu très peu inspiré et une attaque laborieuse, ont livré une prestation moyenne face au Guatémaltèques. Il leur a manqué de cohésion, de justesse et de la précision dans les passes, de la verticalité dans la construction du jeu et de finition devant les buts.

Tout compte fait, c'est l'environnement dégradant dans lequel patauge le football haïtien qui entrave la bonne marche de nos différentes sélections. Après plus d'un an aux commandes du football haïtien, le Comité de normalisation n'a pas su trouver la formule nécessaire pour unifier, autour d'un projet commun, les différents acteurs du secteur. Au contraire, il a vidé de ses occupants, le temple du football haïtien, le « Camp Nous », et signé du même coup l'arrêt de mort de nos sélections de jeunes. C'est l'une des plus mauvaises décisions prises par le Comité de normalisation, qui nécessite qu'on lui demande des comptes. La Sélection masculine senior n'est pas encore prête pour la transition, elle n'est pas préparée à la prise de pouvoir d'une nouvelle génération de joueurs de façon brusque. Les irritants entre le sélectionneur Jean Jacques-Pierre et les joueurs cadres de la Sélection vont conduire le football haïtien vers sa perte. Duckens Nazon, Frantzy Pierrot, Johnny Placide, et j'en passe, n'ont pas encore de remplaçants à leur niveau. Se passer de leur expérience et de leur capacité, au lieu de chercher à trouver une solution consensuelle, est un manque à gagner énorme pour les Grenadiers, qui souffrent déjà de leur absence.

R.S.